



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

ÉDUCATION SUPÉRIEURE : LA COURSE AU PROFIT ?

A L'INTERIEUR



APPRENTISSAGES

Enseigner aux enfants le respect de l'environnement
p. 2



DOSSIER

La commercialisation de l'enseignement supérieur en question
p. 4



ÉDUCATION POUR TOUS

250 millions d'enfants travaillent au lieu d'étudier
p. 8-9



EN BREF

Initiatives du monde entier
p. 10

L'enseignement supérieur se convertit progressivement à la culture de marché. Faut-il s'en inquiéter ou s'en réjouir ? Notre dossier spécial de quatre pages épeluche les arguments de ce débat très controversé.

EDITO

Le tollé qui s'élève contre la « macdonaldisation » de l'éducation devrait réveiller nos facultés critiques. D'abord, en dépit de leur ubiquité, les restaurants McDonald's ne représentent qu'une infime proportion de la nourriture absorbée dans le monde. Ensuite, McDonald's a du succès parce que ses produits sont appréciés. Enfin, son secret consiste à offrir une gamme de marchandises réduite, mais dont l'apparence, le goût et la qualité sont les mêmes partout.

« Marchandisation » : un vilain mot que rejette mon contrôle orthographique. Pourtant, c'est là un bon moyen d'apporter la prospérité aux gens ordinaires en leur donnant plus de liberté et plus de choix. Des articles autrefois fabriqués à la main pour un prix prohibitif deviennent des objets standardisés, produits en série, bon marché. Hier, les ordinateurs personnels et les téléphones cellulaires étaient réservés à une élite. Ce sont aujourd'hui des articles de consommation courante.

Lorsque les produits deviennent des marchandises, la concurrence fait rage entre les fabricants et les marges fondent. Cela n'est pas du goût des producteurs et les industries sont souvent contraintes de restructurer leurs activités. Mais il y a un grand gagnant : le consommateur.

Quelles sont les conséquences pour l'éducation ? La marchandisation des matériels d'apprentissage est-elle un moyen de réaliser l'éducation pour tous ? Je le pense, et les universités ouvertes créées dans plusieurs pays ont donné l'exemple. En développant des matériels pédagogiques pour un large public, elles peuvent justifier les investissements nécessaires pour produire des matériels de haut niveau à faible coût.

Traduits et adaptés aux besoins locaux, ces matériels peuvent être utilisés hors de leur pays d'origine. La marchandisation de l'éducation ne se résume pas à sa commercialisation. La communauté éducative ferait bien d'adhérer au mouvement du logiciel libre. On pourrait alors imaginer un avenir dans lequel les enseignants et les établissements offriraient leurs cours gratuitement sur l'Internet. Chacun pourrait les traduire et les adapter à son usage particulier, à condition d'offrir à son tour gratuitement cette nouvelle version.

Ainsi, les enseignants du monde pourraient concentrer leurs efforts sur l'adaptation des meilleurs matériels, sur l'acquisition de ce savoir par les élèves et sur l'évaluation de leurs niveaux de compétence et de connaissance. L'Institut technologique du Massachusetts a pris les devants en proposant gratuitement sur le web ses propres matériels. Puisse-t-on y voir l'annonce d'un mouvement mondial de marchandisation de l'éducation, pour le grand bien de tous.

John Daniel

Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation

Pour une Chine verte

©China QU Jin



Les écoliers de Beijing font l'expérience du traitement des eaux usées

Cette prise de conscience chez les écoliers gagne parents et les habitants du quartier. Tarabustés par leur fille, les parents de Tang Jiaqi font maintenant attention à leurs déchets. « Lorsque je vois des débris dans la rue, je les ramasse et je les jette à la poubelle », dit-elle. Comme le résume Huang Xuechun, membre d'un comité de quartier voisin de l'école de la rue de Baiyun : « Nous autres adultes avons certainement beaucoup à apprendre d'eux ».

Contacts : Maki Hayashikawa et Sun Lei, UNESCO-Beijing
Méls : m.hayashikawa@unesco.org et l.sun@unesco.org

Un projet UNESCO d'éducation pour le développement durable enseigne à 200 000 écoliers chinois le respect de l'environnement

Les vacances d'été sont là, et pourtant Tang Jiaqi, 8 ans, regrette déjà son école élémentaire de Pékin, rue de Baiyun. « L'atelier de travaux manuels me manque », confesse-t-elle.

L'atelier, au cinquième étage de l'école, est décoré d'objets confectionnés par les enfants – animaux de carton, dessins au crayon, cartes de vœux et sacs en toile –, fabriqués avec des vieux journaux, des chutes de tissu et autres matériaux de récupération. Il fait partie du « centre d'éducation verte », qui possède un grand bassin où les élèves peuvent pêcher des poissons et autres bêtes aquatiques et se former au cycle de l'eau et aux questions environnementales.

Liu Huazhou, qui est en cinquième année, adore réaliser des expériences. Sa préférée consiste à filtrer de l'eau sale. « Cela prouve qu'on peut recycler les eaux usées pour s'en resservir », commente-t-il. Jin Yanpu, l'instituteur, explique que le centre cherche à cultiver le respect de l'environnement chez les élèves, dont on attend qu'ils sensibilisent ensuite leurs familles et le voisinage. Les objets fabriqués arborent des mots d'ordre écologistes tels que : « faites vos courses avec un sac en tissu, pas un sac en plastique » ou « les piles usagées polluent ».

Jin Yanpu a introduit ce programme en 1998. Celle-ci fait maintenant partie d'un projet de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, qui rassemble 300 écoles élémentaires et secondaires, ainsi que des universités à Beijing, Shanghai, Jiangsu, Zhejiang, Guangdong, Hunan et Shandong et dans la région autonome de Mongolie-Intérieure. Il touche déjà 200 000 élèves.

Ce projet de sensibilisation à l'environnement a été lancé pour tenter de surmonter les problèmes de pollution considérables de la Chine. Beijing elle-même est aux prises avec une dégradation grandissante de l'air et de l'eau et la désertification des provinces voisines provoque de fréquentes tempêtes de sable.

Le projet forme des directeurs d'écoles, des enseignants et des spécialistes dans tout le pays. Quelque 5 000 enseignants et 700 directeurs ont été formés depuis le début du projet, en 1997.

Quatre ans après son lancement, le programme donne des signes de réussite. Les élèves d'une école sont allés enquêter sur le système de collecte des ordures ménagères de la ville et ont visité 27 décharges. Leurs suggestions ont été soumises au maire de Beijing.

Enseigner la

Un projet de lecture pour tous de

Une noce bruyante passe devant lui en fanfare, mais John Seguya, 12 ans, ne lève même pas la tête : il est plongé dans la lecture d'une livre de contes.

John est l'un des milliers d'écoliers ougandais qui bénéficient du Programme national de lecture pour tous lancé par l'UNESCO et l'Association internationale de la lecture, avec d'autres partenaires. Inauguré en 1999, ce programme vise à forger un esprit critique dans l'enseignement de la lecture et à aider les enfants à accéder à l'information. « Il s'agit de faire de l'Ouganda un pays de lecteurs », confie James Tumusiime, président du National Book Trust ougandais, autre partenaire du projet.

« La lecture est le parent pauvre des écoles primaires africaines », reconnaît Winsome Gordon, chef de la section de l'enseignement primaire à l'UNESCO. Dans de nombreuses régions d'Afrique, poursuit-elle, les enseignants du primaire sont incapables de détecter les difficultés d'apprentissage des élèves et d'y remédier.

Au Mali, des activités sans les maris

Dans les villages ruraux de la région de Kayes, les femmes prennent leur avenir en main

Gori Gopela se trouve à plus de 500 km de Bamako, autant dire un autre monde. Situé à 25 km au nord de Kayes, dans une des régions les plus reculées du Mali, ce petit village vit, comme beaucoup d'autres, de l'agriculture et de l'élevage.

Mais c'est aussi devenu un village pilote dans le domaine de l'alphabétisation. Depuis cinq ans, des cours en langue khassonké y sont donnés aux femmes, qui, pour la plupart, n'avaient jamais fréquenté l'école. Parallèlement, des projets destinés à favoriser leur autonomie économique ont été mis sur pied.

A l'origine de ces initiatives : le projet Mali-UNESCO, financé par l'Etat norvégien à hauteur de 950 000 dollars. C'est lui qui a fédéré les femmes du village en les regroupant en une seule association. « Nos maris n'y avaient

jamais pensé ! Aujourd'hui, nous sommes une force », affirme Mme Sindy Kanté, présidente de l'association. « Nous avons à notre actif une banque de céréales, unique en son genre dans notre commune, et un jardin maraîcher de plus de deux hectares ».

Toutes ces activités sont gérées collectivement, sous la responsabilité des élues, issues du centre d'alphabétisation. C'est en effet parmi les élèves les plus assidues que sont choisies les responsables des différentes structures féminines du village. Au total, 42 volontaires ont été ainsi formées. « Grâce à cela », explique Fodé Boubou Konaté, animateur du projet Stop-Sahel, « ces femmes ont compris qu'il était important de fréquenter un centre de santé. Elles ont appris à teindre les tissus, à tenir leurs comptes et à transformer les légumes et les fruits locaux ».

Initiées à la lecture et à l'écriture, les femmes de Gori Gopela sont aussi beaucoup moins réfractaires à l'idée que leurs filles délaissent les tâches ménagères pour aller à l'école. Avant l'arrivée du projet, en 1996, le nombre d'élèves inscrits dans le seul établissement du village dépassait à peine la centaine. Aujourd'hui, ce sont 420 enfants, dont 150 filles, qui prennent chaque jour le chemin de l'école.



© UNESCO/Dominique Roger

Promouvoir le développement socio-économique malien grâce à l'éducation des femmes

Mais des résistances demeurent et certaines traditions culturelles, comme le mariage précoce, ont la vie dure. Des pratiques qui compromettent parfois les efforts consentis pour développer l'éducation des filles.

Gori Gopela n'est pas le seul village à bénéficier de cette aide. Trente-cinq autres sont couverts par le projet dans la région de Kayes. Un programme similaire, soutenu par l'UNESCO, le gouvernement malien et la Norvège, a également été mis en place dans la région de Mopti, dans le Mali central.

Popularisée par des émissions de radio et des reportages télévisés, l'expérience de Gori Gopela pourrait bien faire école. C'est en tout cas le souhait formulé par les femmes de villages voisins qui n'ont encore pas bénéficié du projet.

Contact : Yao Ydo, UNESCO-Bamako
Mél : y.ydo@unesco.org

joie de lire

L'UNESCO en Ouganda vise à améliorer l'enseignement de la lecture

Des séances de formation encouragent les enseignants à faire appel aux frères et sœurs aînés et aux parents afin qu'ils aident les jeunes qui apprenent à lire et à écrire dans la langue familiale. Les stages se sont multipliés dans les instituts de formation des maîtres de Shimoni, Bushenyi, Canon Apollo et Canon Lawrence.

« Utiliser le théâtre pour enseigner la lecture était très enrichissant », se souvient Richard Ahimbisibwe, 28 ans, qui a suivi les cours de l'institut de Bushenyi.

Avec l'Association des bibliothèques ougandaises, le programme organise aussi des ateliers de lecture où les enfants participent à des veillées de poésie, de chant et de danse, et reçoivent des livres et du matériel de dessin. « Nous utilisons ce dont les enfants raffolent : des histoires, des jeux, du fantastique et des photos de paysages », dit Erisam Magara, président de l'Association. Pour qu'ensuite, ajoute-t-il, les enfants associent ces délices aux livres.

L'enthousiasme suscité par le Programme de lecture pour tous a conduit à la création du

Conseil ougandais pour le développement du livre. Son objectif : renforcer les capacités de production en manuels scolaires. « Nous ciblons les auteurs, les éditeurs, les imprimeurs, les distributeurs et les libraires », explique Anastazia Nakkazi, secrétaire générale de la Commission nationale ougandaise pour l'UNESCO.

Mais il reste encore beaucoup à faire. « Le manque de participation enseignante est un frein », déplore Yunia Obua-Otoa de l'Association internationale de la lecture. « Il faut former beaucoup plus d'enseignants », poursuit-elle. Elle estime aussi qu'il faudrait une bibliothèque dans chaque école primaire. Or la pénurie de matériels de lecture dans la langue maternelle rend ce défi plus aigu encore.

Un programme similaire a vu le jour en République unie de Tanzanie. Pour que dans d'autres pays d'Afrique, des enfants comme John puissent eux aussi connaître la joie de lire.

Contact : Winsome Gordon, UNESCO-Paris
Mél : w.gordon@unesco.org

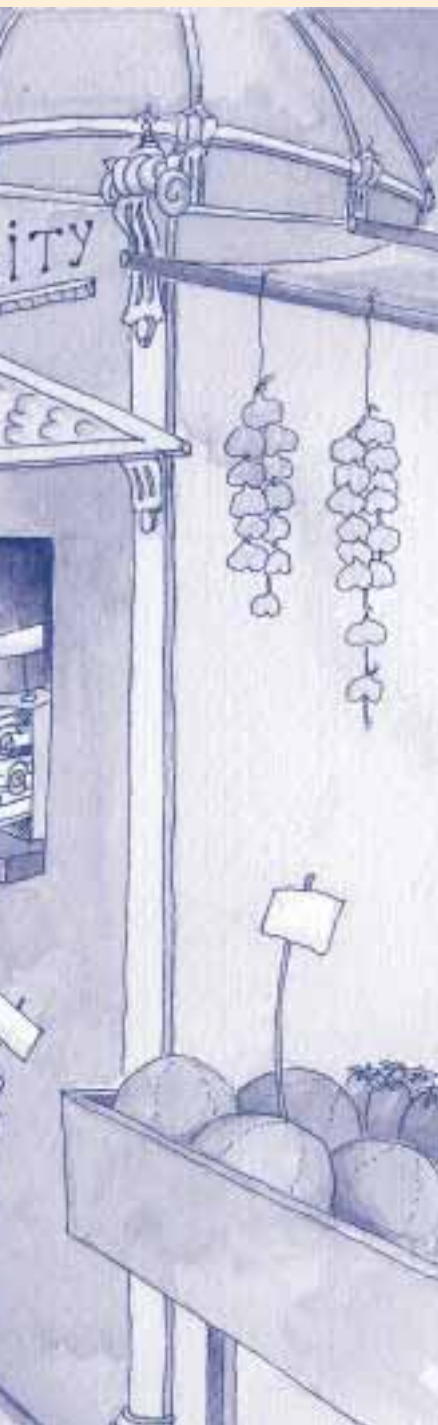
Éducation supérieure :

Comme d'autres services publics, l'enseignement supérieur se laisse gagner par une logique commerciale. Les étudiants sont désormais libres de choisir les meilleures formations sur un marché concurrentiel. est compatible avec la mission première de l'enseignement : permettre l'accès du plus grand nombre



la course au profit ?

Devenus des consommateurs,
Reste à savoir si cette évolution
au savoir.



D'ici quelques mois, un étudiant de Bombay, Dakar ou Saint-Petersbourg pourra se procurer gratuitement et d'un simple clic le contenu de certains cours de l'Institut technologique du Massachusetts (MIT). Avec le concours financier de deux fondations privées, la prestigieuse université américaine a en effet décidé de mettre en ligne certains de ses programmes.

L'initiative est généreuse. Mais elle est exceptionnelle. Car dans ce domaine, la tendance est plutôt à la concurrence et à la rentabilité. L'enseignement supérieur, pas plus que d'autres secteurs, n'échappe en effet aux impératifs de la mondialisation. Dans les amphithéâtres, on ne dispense plus seulement des cours ; on s'adresse aussi désormais à des consommateurs, libres de choisir le meilleur cursus sur un « marché » devenu mondial.

Un marché prometteur

Il faut dire que le marché en question est prometteur. Dans les pays de l'OCDE, les recettes rapportées par ceux qui étudient à l'étranger s'élevaient à plus de 30 milliards de dollars EU en 1999 (OCDE, 2002). Et la massification de l'enseignement supérieur rend les perspectives plus alléchantes encore. Selon une projection de la banque d'affaires américaine Meryll-Lynch, le nombre d'étudiants avoisinerait 160 millions d'ici 2025, contre 80 millions aujourd'hui.

Autre indicateur : deux des plus grandes sociétés spécialisées dans la formation supérieure aux Etats-Unis, Apollo et Sylvan Learning, sont cotées en bourse. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se soit intéressée à ce secteur lucratif. Depuis 1994, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) a inclus l'enseignement, dans la liste des services à libéraliser. D'ici 2005, terme de la négociation, les Etats membres doivent être parvenus à un accord visant à favoriser la circulation des étudiants et des biens éducatifs ou encore l'implantation d'établissements et de campus étrangers (voir encadré p. 7).

En réalité, l'ouverture des universités sur l'étranger n'est pas nouvelle. La tradition qui consiste à compléter sa formation hors frontières existe depuis toujours. « Erasme voyageait déjà. Oxford a été fondée par des étudiants britanniques qui avaient été renvoyés de la Sorbonne. C'est donc moins à une révolution qu'à une *évolution* que nous assistons aujourd'hui », analyse John Daniel, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation.

« Le marché de l'enseignement supérieur lui-même existe depuis très longtemps, même si avant, il ne disait pas son nom », ajoute Kurt Larsen, administrateur principal du Centre de l'OCDE pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement.

Ce qui a changé en revanche, ce sont les moyens de communication. L'irruption des nouvelles technologies a révolutionné l'enseignement à distance. Et même si leur part dans les échanges commerciaux reste marginale, les cours sur Internet ou les cédéroms éducatifs sont appelés à se développer. Le paradoxe, c'est qu'alors qu'on peut désormais apprendre de chez soi, la mobilité des étudiants n'a jamais été aussi grande. En 1998, on comptait 1,31 million d'étudiants étrangers dans les pays de l'OCDE. Un an plus tard, ils étaient 1,5 million (OCDE, 2002). Toutes les régions n'exercent pas la même force d'attraction. Les pays anglo-saxons, Etats-Unis, Royaume-Uni et Australie en tête, qui comptent parmi les plus grands exportateurs d'enseignement, ont la faveur des étudiants. La France et l'Allemagne, où les frais de scolarité sont très bas, sont également prisées.

Le boom des formations pour adultes

La multiplication, depuis une vingtaine d'années, d'établissements et de campus privés a également changé la donne. « Cela tient en partie à l'essor de la formation pour adultes », explique Stamenka Uvalic-Trumbic, chef de la section pour l'accès, la mobilité et l'assurance de la qualité à l'UNESCO. Les parcours professionnels étant beaucoup moins linéaires que par le passé, il devient en effet de plus en plus courant de reprendre des études à 30 ou 40 ans. →

Éducation supérieure : la course au profit ?

→ « C'est d'ailleurs là qu'est l'essentiel du marché », remarque Kurt Larsen. « Comme les formations pour adultes sont souvent financées en partie par les entreprises, elles sont très rentables ». Mais les sociétés privées ont également su gagner du terrain sur les établissements publics, notamment dans les pays en difficulté.

En Roumanie, où l'enseignement supérieur était entièrement aux mains de l'Etat jusqu'au début des années 1990, les établissements privés attirent aujourd'hui près de 30 % des étudiants. Certains pays en développement voient dans l'offre privée un moyen de pallier les carences de l'État.

Au Cameroun par exemple, sur les 30 000 étudiants qui ont obtenu leur baccalauréat en 2001, seuls 20 000 ont trouvé une place dans une université publique. Les autres ont dû se tourner vers le privé, national ou non.

Plus qu'un simple produit

« Puisque les universités du pays ne peuvent répondre à la demande, pourquoi fermer la porte à des établissements étrangers ? Dans la mesure où il existe un cadre législatif qui définit les critères d'agrément de ces universités, cela ne pose pas de problème », assure Emmanuel Tonye, conseiller technique au ministère de l'enseignement supérieur du Cameroun. Seule différence : les droits de scolarité dans le public s'élèvent à 50 000 francs CFA. Il en coûte six fois plus à un étudiant inscrit dans un établissement privé.

L'autre difficulté tient à la reconnaissance des diplômes. Comment s'assurer de la valeur de l'enseignement délivré par un campus nouvellement implanté ? Si certains textes existent sur le plan régional, comme la Convention de Lisbonne (1997) pour l'Europe, il n'existe aujourd'hui aucune agence internationale d'accréditation. C'est d'ailleurs l'une des principales pierres d'achoppement de la libéralisation de l'enseignement supérieur.

Mais les obstacles ne sont pas seulement techniques ou financiers. Car l'enseignement est loin d'être un « produit » comme les autres. « Le jeu de l'offre et de la demande ne peut pas être le seul critère, parce que l'éducation est un droit reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'université ne doit pas être accessible uniquement à ceux qui ont les moyens de payer », insiste Francisco Komlavi Seddo, directeur de la division de l'éducation supérieure de l'UNESCO.

« L'éducation supérieure n'est pas un produit comme les bananes ou les voitures. Toute définition d'un cadre normatif relatif au commerce international suppose que les pays cèdent une partie de leurs prérogatives », ajoute John Daniel.

La course au profit

Hostiles à une libéralisation à outrance, les enseignants dénoncent aussi les effets pervers d'une telle évolution. Car la logique commerciale n'est pas toujours compatible avec l'intérêt général. A terme, le souci de rentabilité pourrait pousser les universités à privilégier les filières directement axées sur le marché,

comme le commerce ou le marketing, afin d'attirer les étudiants, au détriment de matières moins « rentables », comme la philosophie, la psychologie ou l'histoire. « Et qu'advierait-il de la recherche fondamentale dans une logique guidée uniquement par le profit ? », s'interroge Monique Fouilhoux, coordinatrice de l'Internationale de l'Education, un des plus grands syndicats internationaux d'enseignants.

De plus, cette vision à court terme, ne permet guère d'anticiper sur l'avenir. Or, il est impossible de prévoir quelles disciplines seront utiles demain. « Lorsque la crise pétrolière a frappé l'Europe au début des années 1970, certains pays,

UN DÉBAT

Pour

Pierre Sauvé travaille à la Direction des échanges de l'OCDE. Pour lui, l'intensification des échanges commerciaux dans l'enseignement supérieur peut profiter à tous, à commencer par les pays en développement qui n'ont pas les moyens de satisfaire la demande de leurs étudiants.

Quels sont les atouts de la commercialisation de l'enseignement supérieur ?

Aujourd'hui, le progrès des technologies rend possible une diffusion plus large du savoir. Il est logique que l'on s'interroge sur les moyens de maximiser les bénéfices éventuels de ce développement. On connaît depuis longtemps la corrélation existant entre l'investissement dans le capital humain et le développement économique. Il faut donc se réjouir de voir les échanges s'intensifier dans ce secteur. Mais depuis quelques années, il semble devenu presque impossible de prononcer le mot « commerce » sans provoquer des hauts cris. Or il faut tout de même rappeler que les échanges commerciaux contribuent à l'enrichissement des nations. La mobilité des étudiants, des enseignants et des idées peut par ailleurs être un vecteur important de rapprochement des cultures.

Le problème, c'est que le Nord semble avoir beaucoup plus à gagner que le Sud.

Mais les pays du Sud seraient-ils mieux lotis si on empêchait leurs étudiants de fréquenter les meilleures universités occidentales ? Le fait est qu'un certain nombre de pays en développement ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de formation de leurs populations. Si certains Etats africains ont souscrit des engagements de libéralisation en matière de services éducatifs, c'est qu'ils sont désireux de voir les opérateurs étrangers s'implanter chez eux.

Mais ne court-on pas le risque d'assister à une standardisation de l'éducation ?

Des instruments de politique existent pour parer à ce risque. Un exemple : si la loi indonésienne impose une langue donnée dans les universités, cela peut aussi s'appliquer aux établissements étrangers. C'est donc avant tout une question de réglementation et de choix de politiques internes. Par ailleurs, rien n'oblige les pays membres de l'OMC à souscrire le moindre engagement dans le domaine de l'enseignement, et s'ils le font, ils restent libres de favoriser les établissements nationaux.

comme la France ou les pays nordiques, se sont rendu compte qu'ils savaient peu de chose sur le monde arabe. Les études universitaires se sont alors développées dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle la palette académique doit être la plus large possible », précise Sjur Bergan, chef de la division Education supérieure et recherche au Conseil de l'Europe.

Car l'université ne forme pas seulement des cadres, mais aussi des citoyens éclairés. « Au Mexique, l'éducation supérieure était hier considérée comme une stratégie sociale et politique. On en attendait un retour en termes de développement du pays. Or, aujourd'hui, cette conception sociale cède de plus en plus le pas à

une conception commerciale », regrette Sylvie Didou-Aupetit, chercheuse à l'Institut national polytechnique de Mexico. Sans compter que les étudiants des pays en développement qui étudient à l'étranger ne rentrent pas tous dans leur pays d'origine.

La nécessité d'un dialogue

Pour toutes ces raisons, la commercialisation de l'enseignement supérieur est un sujet sensible, aux enjeux particulièrement complexes. Car si certains pays européens, comme la France ou l'Allemagne, y sont plutôt réfractaires, ce sont aussi de grands exportateurs d'enseignement.

Quatre zones de négociation pour l'éducation

L'OMC distingue quatre formes d'échanges commerciaux transfrontaliers dans le domaine des services.

1. Dans l'enseignement, c'est la « **consommation à l'étranger** » qui est la forme la plus importante. Le fait d'étudier dans un pays étranger est en effet considéré comme une exportation de services éducatifs. Les partisans de la libéralisation souhaitent lever les mesures qui limitent la mobilité des étudiants (visas, non reconnaissance des diplômes, etc.).
2. La « **fourniture de services** » désigne la vente de cours sur Internet ou via des supports comme les CD-ROM ou les DVD.
3. La « **présence commerciale** » concerne surtout l'ouverture d'instituts de formation privés contrôlés par des firmes étrangères.
4. Enfin, la « **présence de personnes physiques** » est une façon de qualifier le recours à des enseignants étrangers.

Quant aux pays en développement, ils sont partagés sur les bénéfices qu'ils peuvent tirer d'une telle évolution. De plus, au sein même des pays, les intérêts divergent souvent entre les ministères du commerce et de l'éducation.

C'est la raison pour laquelle la communauté internationale s'est tournée vers l'UNESCO pour soit entamée une réflexion sur le sujet. « L'UNESCO n'est pas pour ou contre la mondialisation. Ce qui importe, c'est qu'elle soit un lieu de discussions neutre où les différents acteurs puissent se parler », explique John Daniel.

C'est tout le sens du Forum mondial sur les dimensions internationales de l'assurance de la qualité, de l'accréditation et de la reconnaissance des diplômes dans l'enseignement supérieur qui s'est tenu les 17 et 18 octobre 2002 au Siège. Enseignants, étudiants, représentants du secteur privé et des organisations internationales y ont débattu notamment des conditions dans lesquelles peuvent s'opérer une meilleure reconnaissance des formations à l'échelle internationale et se développer un commerce équitable dans ce domaine. Vaste programme... ●

CONTROVERSÉ

Contre

Enseignant et essayiste belge, Nico Hirtt dénonce les effets de la privatisation des universités, qui assure le triomphe du modèle éducatif occidental et accentue les inégalités sociales.

En quoi la donne a-t-elle changé depuis une vingtaine d'années ?

Les milieux économiques exercent aujourd'hui de fortes pressions sur les services publics afin qu'ils s'adaptent à leurs besoins. On demande à l'école d'être plus flexible afin de répondre plus vite aux impératifs du marché du travail. Parallèlement, les financements publics, dont dépendent en grande partie les universités, sont à la baisse.

Quel est le rôle joué par l'OMC dans cette évolution ?

La marchandisation de l'enseignement se fera, quelle que soit l'issue des négociations. Les décisions internationales ne font qu'accompagner le mouvement. Ce sont les forces du marché qui donnent le ton. Les réunions préparatoires qui ont précédé le sommet de Seattle de 1999 ont d'ailleurs montré que très peu d'obstacles se dressent contre cette libéralisation. Le seul véritable frein réside aujourd'hui dans la reconnaissance des diplômes à une échelle internationale.

Quelles peuvent être les conséquences de cette libéralisation ?

On risque d'assister à une « macdonaldisation » de l'enseignement supérieur, avec la diffusion d'un modèle unique, calqué sur le modèle occidental. Exposées à une concurrence accrue, les universités risquent par ailleurs d'investir dans les secteurs les plus porteurs pour elles, au détriment de matières moins « rentables » comme les sciences humaines. Elles seront tentées aussi d'orienter de plus en plus la recherche en fonction des desiderata des sponsors. A l'avenir, les parents devront également consacrer une part croissante de leurs revenus aux études de leurs enfants, ce qui ne fera que renforcer les inégalités sociales.

Comment y remédier ?

On ne résistera pas à ce mouvement si l'on se place sur le seul terrain de l'enseignement. Car ce sont toutes les dimensions les plus humaines de notre environnement qui sont en train de devenir des marchandises. C'est un combat global qu'il faut mener contre les excès de la modernisation économique. ●

250 millions d'asservis

Pour le chef de l'Unité du suivi de Dakar à l'UNESCO, les gouvernements refusent d'aborder clairement le problème du travail des enfants



© ILO/Gianotti E.

Lorsque son père a sombré dans l'alcoolisme et s'est endetté, Veeramallu Kesaboina Biksham, un jeune Indien de 11 ans, a dû quitter l'école pour s'embaucher comme travailleur forcé.

Son cas n'est pas isolé. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), plus de 250 millions d'enfants de 5 à 17 ans sont contraints de travailler dans le monde. Si bien qu'aujourd'hui, un enfant sur six travaille au lieu d'étudier, près de trois quarts d'entre eux étant soumis à des conditions dangereuses pour leur santé, et leur développement personnel. Et le phénomène

prend de l'ampleur : selon le Centre indien pour la communication et le développement, le nombre des enfants travailleurs progresserait en Inde de 12 % par an.

« Les gouvernements refusent de s'engager, parce qu'il s'agit d'un problème politique et socio-économique extrêmement complexe », estime Abhimanyu Singh, qui dirige à l'UNESCO l'Unité du suivi de Dakar. « Or, si nous voulons parvenir à l'Education pour tous », insiste-t-il, « il nous faut prendre à bras-le-corps cette question ».

La majorité des enfants qui travaillent se concentre dans la région Asie-Pacifique, qui représente 60 % du total mondial, soit 127 millions de moins de 14 ans.

L'Afrique subsaharienne compte quelque 48 millions d'enfants travailleurs, et ils sont 17 millions environ en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans les pays développés, ce chiffre avoisine les 2,5 millions.

Quelles sont les raisons de cette situation désastreuse ? Alphonse Tay, de la section Combattre l'exclusion par l'éducation de l'UNESCO, accuse le manque de ressources et l'absence d'une véritable volonté politique.

« Nous traitons le symptôme sans nous attaquer à la racine du mal, qui provient d'un dysfonctionnement social », constate-t-il.

Des pressions s'exercent pour que les Etats abolissent le travail des enfants et leur permettent de réintégrer l'éducation formelle. C'est le cas par exemple du Programme d'élimination du travail des enfants de l'OIT, qui réunit plus de 50 pays s'efforçant de supprimer graduellement le travail des enfants.

Les gouvernements, les ONG et les partenaires du développement proposent aussi des alternatives éducatives, comme les écoles du soir. Au Rajasthan (Inde), plus de 15 000 enfants ont ainsi bénéficié des cours du soir du Collège aux pieds nus. Mais peut-on vraiment faire étudier un enfant éreinté par une journée de travail ?

3 questions d'abolir le

Tout enfant non scolarisé est un administrateur de la Fondation

1 Quelle place accordez-vous à la question du travail des enfants au sein du mouvement de l'Education pour tous ?

Elle est absolument cruciale. Il faut faire le lien entre le travail des enfants et les objectifs de l'Education pour tous, parce qu'on ne peut pas espérer résoudre l'un sans s'intéresser aux autres. Pour nous, toute tâche effectuée par un enfant est un travail, qu'il s'agisse d'un emploi pénible comme le tissage des tapis ou de formes plus acceptables comme la garde d'un troupeau. Tout enfant non scolarisé est un enfant qui, tôt ou tard, sera mis au travail. Nous pensons que toutes les formes de travail des enfants doivent être abolies et qu'ils doivent bénéficier d'une scolarisation formelle à plein temps.

Réunion prochaine du Groupe de haut niveau

Événement phare de l'Education pour tous cette année, la deuxième Réunion du Groupe de haut niveau se tiendra à Abuja (Nigeria) les 19 et 20 novembre prochains. Les participants évalueront l'engagement et les progrès de la communauté internationale dans la réalisation des objectifs de l'Education pour tous.

La parution du Rapport de suivi 2002 de l'Education pour tous fournira aux participants l'analyse la plus récente et la plus globale des progrès réalisés à ce jour, ainsi qu'une idée des obstacles qu'il reste à surmonter.

Interviendront, entre autres, le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, le Président Olusegun Obasanjo du Nigeria, le Président Abdoulaye Wade du Sénégal, Carol Bellamy, Directeur exécutif de l'UNICEF, et Jeffrey D. Sachs, Conseiller Spécial des Nations Unies sur les objectifs du développement pour le Millénaire. Le Groupe de haut niveau devrait adopter un communiqué précisant les mesures concrètes à prendre pour promouvoir l'Education pour tous.

Plus de détails sur

Instruire les populations rurales

Certains chiffres parlent d'eux-mêmes. Celui de 1,2 milliards de pauvres dans le monde, par exemple. Plus des deux tiers vivent dans des régions rurales, et, du fait de leur isolement, n'ont bien souvent qu'un accès limité à des services essentiels tels que l'éducation, la santé ou les communications.

Pour tenter de briser ce cercle vicieux, l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont uni leurs efforts. Le 3 septembre, au Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, ils ont lancé, dans le cadre du mouvement de l'Education pour tous, un nouveau programme phare.

Son but : réduire l'écart entre villes et campagnes, pour assurer aux populations rurales un meilleur accès à l'éducation de base et une scolarisation de meilleure qualité. Les gouvernements, les organisations internationales et les ONG ont été invités à se joindre à cette initiative.

Au niveau national, les pays prépareront des plans d'action visant à soutenir l'éducation de base dans les campagnes. Au plan international, l'accent sera mis sur le lobbying et le recrutement de nouveaux partenaires, ainsi que sur le partage des connaissances en matière d'éducation des populations rurales.

Contacts : lavinia.gasperini@fao.org et m.pigozzi@unesco.org
Plus de détails sur www.unesco.org/education/efa

Autour du monde

→ A trois mois de la date officielle de finalisation des plans d'action nationaux pour l'Education pour tous, sept des quarante-six pays de l'Afrique subsaharienne n'ont encore à offrir ni plan national d'éducation ou de formation, ni Plan national d'action. Cinq pays n'ont fourni aucune information.

→ L'UNESCO, la Banque mondiale et le point focal de la Consultation collective des ONG sur l'Education pour tous en Afrique, le Réseau africain de campagne sur l'Education pour tous (ANCEFA), ont lancé à Dakar, du 12 au 14 juin 2002, la première phase d'un programme de renforcement des capacités visant à encourager la participation des ONG et de la société civile à l'Education pour tous.

→ Pour renforcer les capacités dans des domaines clés de l'Education pour tous, l'ARABEFA, le mécanisme qui coordonne les activités de l'Education pour tous dans la région arabe, a organisé, entre avril et juin 2002, une série d'ateliers portant sur la qualité de l'éducation (Doha, avril), l'éducation de la petite enfance (Amman, mai), l'éducation des filles, et l'alphabétisation et l'éducation des adultes (Le Caire, juin).

→ Les vice-ministres latino-américains de l'Education se sont réunis en août à Santiago du Chili pour examiner le Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2002-2015) et préparer la prochaine Réunion des ministres de l'éducation, qui se tiendra à La Havane (Cuba), les 14 et 15 novembre.

→ Le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et le ministère de l'éducation de Moldavie ont organisé en septembre un séminaire national de trois jours afin de former les spécialistes de l'éducation moldaves aux techniques modernes de planification stratégique et de gestion basée sur les résultats dans le cadre de l'Education pour tous.

sur la nécessité travail des enfants

enfant qui travaille, affirme Shantha Sinha, M. Venkatarangaiya (MVF), une ONG indienne

2 Mais beaucoup pensent que les familles pauvres ne peuvent se passer des revenus de leurs enfants ?

Tout dépend de la manière dont vous formulez cette question. Si vous dites : « Lorsqu'une famille vit dans une misère noire, n'est-il pas légitime que les parents envoient leur enfant travailler ? », vous ne pouvez répondre que « oui ». Mais si la question est : « Toutes les familles qui envoient leurs enfants travailler sont-elles si pauvres qu'elles ont besoin de ce revenu pour survivre ? », la réponse, très clairement, est « non ». Dans les régions rurales, quantité de familles très pauvres envoient leurs enfants à l'école, pendant que d'autres plus aisées leur demandent de travailler.

3 Vous estimez que c'est à l'Etat d'abolir le travail des enfants.

Est-ce le seul moyen de réaliser l'Education pour tous ?

Indiscutablement. Nous devons nous inspirer de l'Europe ou d'autres pays qui ont réalisé l'éducation primaire universelle. Ils n'y sont parvenus que parce que l'Etat a décidé de protéger le droit à l'éducation et d'abolir le travail des enfants. Je ne crois pas à la mise en place de systèmes non formels pour les enfants qui travaillent. Ils doivent aller à l'école, un point c'est tout !

La paix par les livres entre les deux Corée

En juillet 2002, un cargo accostait au port de Nanpo, sur la côte ouest de la République démocratique populaire de Corée, pour y débarquer 200 tonnes de papier d'imprimerie. Ce papier, provenant de la République de Corée, allait servir à imprimer des manuels d'anglais pour les élèves du secondaire – un cadeau de la Commission nationale coréenne pour l'UNESCO (via un fonds pour l'éducation parrainé par SAMSUNG Electronics) et de la société Hankok Paper Mfg., dont le siège est à Séoul.

« Ce projet, le premier du genre, contribue au processus de réconciliation entre la Corée du nord et la Corée du sud », indique le Dr Yersu Kim, secrétaire général de la Commission nationale de la République de Corée pour l'UNESCO.

L'UNESCO ayant facilité la négociation, un accord avait été conclu dès le début de 2002. A la rentrée 2002, près de 600 000 écoliers avaient déjà reçu leurs manuels.

Contact : Qian Tang, UNESCO-Paris
Mél : q.tang@unesco.org

Pénurie mondiale d'enseignants

Une croissance démographique inexorable, des conditions de travail qui se dégradent et des salaires médiocres, voilà qui explique la grave pénurie actuelle d'enseignants, selon la nouvelle étude UNESCO-BIT. « Un profil statistique de la profession enseignante », tel est son titre, s'appuie sur la plus importante masse de données jamais rassemblée sur le corps enseignant. Les pays en développement sont les plus touchés par la pénurie. Mais dans les pays industrialisés, les bas salaires commencent aussi à peser lourdement sur la qualité de l'éducation.

Contacts : Sue Williams et Richard Halperin, UNESCO-Paris
Méls : s.williams@unesco.org et r.halperin@unesco.org

Cliquer pour prévenir le VIH/sida

L'UNESCO, qui a fait de l'éducation pour la prévention du VIH/sida une de ses priorités, vient de lancer deux portails sur l'Internet. Le premier, créé en partenariat avec l'ONUSIDA, offre des informations sur les stratégies et l'action de l'UNESCO en matière d'éducation préventive (<http://portal.unesco.org/aids>).

Le second portail, qui ouvre sur un nouveau service d'échange d'informations sur l'impact mondial du VIH/sida sur l'éducation, vise à servir de point de ralliement à la communauté éducative mondiale. Il est géré par l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) de l'UNESCO, avec le soutien de ministères, d'ONG, de chercheurs et d'agences du développement (www.unesco.org/iiep).

Contacts : A.-M. Hoffmann, UNESCO-Paris et Alexandra Draxler, IIEP
Méls : am.hoffmann@unesco.org et a.draxler@iiep.unesco.org

Un portail sur les TIC dans l'enseignement

Un nouveau portail en ligne (www.unescobkk.org/ips/ict/ict.htm), créé par le Bureau de l'UNESCO à Bangkok, montre comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer à réduire la fracture numérique dans la région Asie-Pacifique. « Les enseignants y découvrent en quoi consistent ces nouvelles technologies, comment on peut s'en servir en classe », précise Carmelita Villanueva d'UNESCO-Bangkok, qui a élaboré ce portail. Les enseignants ont aussi accès à des cours de science et de mathématiques, ainsi qu'à des laboratoires scientifiques virtuels qui permettront d'équiper les écoles qui en sont physiquement dépourvues.

Contact : Carmelita Villanueva, UNESCO-Bangkok
Mél : c.villanueva@unescobkk.org

L'alphabétisation des femmes à son plus haut niveau

Un nombre grandissant de femmes commencent à accéder à l'éducation. Les derniers chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO indiquent que la proportion de femmes analphabètes âgées de 15 ans et plus a régressé de 28,5 % à 25,8 % entre 1995 et 2000. Cette tendance est particulièrement encourageante en Afrique où, pour la première fois, la majorité des femmes sont aujourd'hui alphabétisées.

L'Institut enregistre aussi un net recul du nombre global d'adultes analphabètes, passé de 872 millions en 1995 à 862 millions en 2000. Près de 80 % des plus de 15 ans dans le monde sont désormais alphabétisés.



Pour la première fois, la majorité des Africaines savent lire et écrire

Ces chiffres ont été publiés au moment de la Journée internationale de l'alphabétisation, célébrée dans le monde le 8 septembre et au Siège de l'UNESCO les 9 et 10 septembre. Les prix décernés à cette occasion sont allés à la Division de l'éducation des adultes de l'Erythrée, au Centre régional égyptien pour l'éducation des adultes, au Projet ougandais d'alphabétisation et d'éducation de base des adultes et au Conseil communautaire d'alphabétisation pakistanais de Bunyad.

Plus de détails sur la Journée internationale de l'alphabétisation sur www.unesco.org/education/ild
Les chiffres de l'alphabétisation peuvent être consultés sur www.uis.unesco.org

Main dans la main pour le développement durable

L'UNESCO a saisi l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, 26 août - 4 septembre) pour lancer trois nouveaux partenariats avec des organismes publics, privés et intergouvernementaux.

Des agences publicitaires, dont la multinationale J. Walter Thompson, ont accepté de s'unir pour attirer l'attention sur l'urgence du développement durable. Un deuxième partenariat, lancé par l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), encouragera l'accès à l'éducation des populations rurales (voir p. 9). Le troisième réunit de grands établissements de l'enseignement supérieur dans le monde, qui, en collaboration avec l'UNESCO, travaillent à intégrer le développement durable dans les cursus.

Selon Mary Pigozzi, directrice à l'UNESCO de la division de la promotion de la qualité de l'éducation, le rôle de l'éducation dans ce domaine a clairement changé. « Autrefois, l'accent était mis sur la formation environnementale. Aujourd'hui, l'éducation est considérée comme un outil essentiel pour relever certains défis du développement comme la pauvreté ou les inégalités ».

A l'occasion du Sommet, l'UNESCO a présenté un cédérom intitulé « Teaching and Learning for a Sustainable Future ». Ce cours, destiné aux enseignants et accessible sur le site Internet de l'UNESCO, offre 100 heures de formation. www.unesco.org/education/tlsf

Contact : Miemen Legesse, UNESCO-Paris
Mél : m.legesse@unesco.org



Prix d'excellence pour John Daniel

John Daniel, le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, a reçu le Prix d'excellence du Commonwealth of Learning dans le domaine de l'éducation à distance au cours d'une cérémonie organisée à l'occasion du Deuxième Pan-Commonwealth Forum for Open Learning qui se tenait à Durban (Afrique du sud), le 1^{er} août dernier. Cette distinction couronne le rôle international de premier plan joué par M. Daniel depuis trente ans pour le développement de l'apprentissage à distance au sein des universités.

OCTOBRE

5

Journée internationale des enseignants
Contact : r.halperin@unesco.org

17-18

Forum mondial sur les dimensions internationales de l'assurance de la qualité, de l'accréditation et de la reconnaissance des diplômes dans l'enseignement supérieur. UNESCO-Paris, France
Contact : s.uvalic-trumbic@unesco.org

21-25

Atelier pour une approche globale de la santé et de la nutrition en milieu scolaire organisé par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans la région Asie-Pacifique et le Programme alimentaire mondial • Chiang Mai, Thaïlande
Contact : lc.gregorio@unesco.org ou Judith-Kanota-Apte@wfp.org

28-29

Séminaire sur la prise en charge ministérielle de la petite enfance organisé par le Bureau de l'UNESCO au Cambodge et la Commission nationale cambodgienne pour l'UNESCO Phnom Penh, Cambodge • Contact : s.tey@memo.unesco.org

30-4 novembre

Atelier sous-régional international sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans la formation des enseignants en Europe centrale et orientale • Kiev, Ukraine • Contact : m.patru@unesco.org

NOVEMBRE

5-6

Première conférence interparlementaire américaine sur l'éducation organisée par le Bureau de l'UNESCO à Santiago et le Parlement latino-américain • São Paulo, Brésil
Contact : machado@unesco.cl

6-9

Conférence régionale européenne sur l'apprentissage tout au long de la vie dans la poursuite des objectifs de l'Éducation pour tous et dans l'Agenda du COFINTEA V organisé par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), le Siège de l'UNESCO et le ministère bulgare de l'éducation Sofia, Bulgarie • Contact : c.medel-anonvevo@unesco.org

13-15

Forum mondial des chaires UNESCO • UNESCO-Paris, France

14-15

Réunion des ministres de l'éducation de l'Amérique latine et des Caraïbes organisé par le Bureau de l'UNESCO à Santiago • La Havane, Cuba • Contact : machado@unesco.cl

19-20

Deuxième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous • Abuja, Nigeria
Contact : abh.singh@unesco.org

DECEMBRE

2-6

Huitième Conférence des ministres de l'éducation des États membres d'Afrique (MINEDAF VIII) Dar-es-Salaam, République unie de Tanzanie
Contact : a.parsuramen@unesco.org

21-23

L'éducation secondaire pour un avenir meilleur – tendances, enjeux et priorités organisé par le Sultanat d'Oman et le Bureau de l'UNESCO à Mascate, Oman • Contacts : moetosd@omantel.net.om ou s.bahri@unesco.org



● **Technologies for Education : Potentials, Parameters, and Prospects**, sous la direction de Wadi D. Haddad et Alexandra Draxler. Les promesses et les atouts de la technologie dans l'éducation sont immenses, et la demande considérable. Mais quel est son impact sur les systèmes éducatifs mondiaux ? Cette monographie s'interroge sur les améliorations que peut apporter la technologie en terme d'accès, de contenu, de résultats de l'apprentissage, de gestion des systèmes

et d'enseignement. Elle entend offrir aux décideurs de l'éducation des outils pour sonder le paysage technologique et mesurer sa pertinence dans la réforme de l'éducation. Une publication UNESCO/Academy for Educational Development. Consultation en ligne : www.aed.org/publications/TechEdInfo.html.

● **The Challenge of Achieving Gender Parity in Basic Education, a Statistical Review, 1990-1998**. Ce rapport analyse les progrès accomplis dans le domaine de la parité sexuelle depuis la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous de Jomtien (1990) et présente différents exemples des disparités sexuelles dans plusieurs régions. Il offre aussi des indicateurs qui permettront d'évaluer les avancées futures vers les nouveaux objectifs fixés dans ce domaine au Forum mondial de l'éducation (Dakar, 2000).

● **International and National Trends in Local Governance of Education** de Noel F. McGinn. Cette publication passe en revue les grandes tendances dans l'éducation. Sa conclusion est que les réformes sont aujourd'hui plus complexes et impliquent un plus grand nombre d'acteurs que celles des décennies précédentes. Disponible aux Editions UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. 36 p., 9,14 euros. Pour commander : <http://upo.unesco.org>.

● **Current WWW Information Systems on Information Technologies in Education**. Destinée aux concepteurs de systèmes d'information en ligne, ainsi qu'aux éducateurs, cette étude présente une description des sites Internet consacrés à l'utilisation des technologies de l'information dans l'éducation. Disponible auprès de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE), Moscou. Pour commander : www.iite.ru. 25 dollars EU. Mél : info@iite.ru.

● **Women and Management in Higher Education**. Si, depuis trente ans, la situation s'est améliorée, l'accès à l'enseignement supérieur demeure difficile pour les femmes de nombreux pays. Ce guide offre des exemples de pratiques mises en œuvre aux plans international, régional, national, et au niveau de la salle de classe, pour renforcer l'entrée des femmes dans l'enseignement supérieur.



● **Gender Equality in Basic Education**. Ce document de 48 pages fournit un cadre stratégique pour les activités menées par l'UNESCO au titre de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), et offre aux Etats membres des principes directeurs destinés au renforcement des plans et des programmes nationaux pour l'Éducation pour tous.

● **Apprendre sans limites, 50 ans, Institut de l'UNESCO pour l'éducation**. Cet ouvrage, publié à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation basé à Hambourg (Allemagne), offre une passionnante description de l'histoire de cet établissement depuis sa création.

● **Bonnes pratiques de résolution non-violente de conflits en milieu scolaire : quelques exemples**.

Ce document de 79 pages entend offrir aux enseignants, aux éducateurs, aux parents, aux jeunes et aux élèves des outils pédagogiques concrets pour prévenir et transformer la violence à laquelle ils sont quotidiennement confrontés. Il est le fruit d'une initiative visant à collecter et diffuser les « meilleures pratiques » dans le domaine de la résolution non-violente des conflits. Des commissions nationales pour l'UNESCO, des ONG, des associations, des écoles, des instituts de recherche et des universités apportent leur contribution en partageant leurs expériences de la prévention et de la transformation des conflits.



● **Éducation et formation au Tchad : Recueil d'études thématiques** de G.-C. Chang et M. Radi. Les études de cas présentées dans ce document consacré à l'éducation et à la formation au Tchad débouchent sur une réflexion sur les facteurs qui compromettent l'efficacité des systèmes éducatifs. Outre une description de la situation tchadienne, ces études sont précieuses pour les acteurs du développement, qui y reconnaîtront des problématiques communes à la plupart des pays en développement. (Politiques et stratégies éducatives 4, UNESCO doc. ED-2002/WS/12).

● **Enseignement scientifique, technique et professionnel sur CD-ROM**. Dans le cadre d'un projet UNESCO/Banque africaine de développement, des enseignants chevronnés dans plusieurs pays se sont mobilisés pour renouveler les programmes scolaires et élaborer des principes directeurs pour un enseignement novateur des disciplines scientifiques, techniques et professionnelles de niveau secondaire. Les nouveaux matériels de formation ont été mis sur ce médium, actuellement distribué au Tchad et dans d'autres pays ayant des besoins éducatifs comparables.

Sauf mention du contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. Mél : sdi@unesco.org

